

LES PROBLEMES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU JEUNE PAYSAN MALGACHE

Michel GUERIN

A Madagascar, comme dans tous les pays du Tiers-Monde, les problèmes de la jeunesse agricole revêtent une importance considérable. D'après les services de la Statistique, il y aura 5 600 000 ruraux en 1968 et 900 000 auront entre 15 et 24 ans. Dans la meilleure hypothèse un sur deux ou même un sur trois aura été touché par l'école. On admet, actuellement, que, sur mille inscrits en première année d'enseignement primaire :

- 525 accéderont au cours élémentaire
- 150 accéderont au cours moyen 1^{re} année
- et — 80 seulement obtiendront le certificat d'études.

Dans ces conditions, on peut admettre que chaque année 35 000 enfants quittent l'école au niveau du cours élémentaire et que 16 000 partiront au niveau du cours moyen, mais sans avoir obtenu le parchemin miraculeux, objet de tant de convoitises. Ces demi-lettrés se réadaptent assez mal au village. Certains traînent dans les Chefs-Lieux de Canton ou de Sous-Préfecture à la recherche d'un hypothétique emploi. D'autres, de retour chez eux, passent le plus clair de leur temps à poser leur candidature à tous les concours possibles ou à remplir des formules de demande d'emplois pour une profession de bureaucrate. Ils ont acquis, à ce niveau, un profond mépris du travail manuel et, pour beaucoup, reprendre l'angady ou le mancheron de la charrue serait la pire des catastrophes.

Si l'on considère l'horizon 1971, la situation paraît encore plus préoccupante. La tranche d'âge de 15 ans peut être évaluée à 170 000 personnes sur lesquelles :

- 30 000 n'auront pas été scolarisées.
 - 75 000 auront reçu une instruction égale ou inférieure aux quatre premières années du cycle primaire
 - 50 000 auront atteint le niveau du certificat d'études
- et — 15 000 seulement pourront accéder à l'Enseignement secondaire.

Si on extrapole, on peut admettre qu'en 1971, malgré les efforts considérables entrepris par le Ministère des Affaires Culturelles, le nombre des jeunes inactifs ou sous-développés entre 15 et 24 ans aura largement dépassé le million d'individus¹.

La solution de cet angoissant problème paraît résider dans un immense effort de formation professionnelle. On peut espérer qu'une classe de jeunes paysans instruits sera un élément moteur pour le développement économique du pays et saura en s'organisant faire éclater des structures incompatibles avec le progrès technique. Mais un pays dont les charges d'éducation nationale sont écrasantes peut-il donner une instruction technique à ses jeunes agriculteurs en copiant un modèle étranger ? Ne doit-il pas, au contraire, rechercher des formules originales ?

Nous tenterons, au cours de cette étude, d'en proposer quelques-unes. Il conviendra auparavant de situer les problèmes du jeune paysan face à sa famille et à sa communauté villageoise. Il faudra aussi, faire le bilan des efforts entrepris par les pouvoirs publics ainsi que ceux venus d'initiatives privées et analyser les raisons pour lesquelles ils se sont révélés si peu efficaces.

Nous n'aborderons pas ici les problèmes très particuliers de la jeune paysanne et laisserons de côté également tout ce qui touche à la formation professionnelle des adultes.

*
**

Il y a très peu d'études sur la psychologie de l'enfant rural malgache. Quelle que soit son appartenance ethnique, il passe sa petite enfance avec les femmes et est, en général, sevré très tard. L'âge de la circoncision est très variable. Il arrive quelquefois qu'elle se pratique assez tardivement. Elle prend alors l'allure d'une cérémonie à caractère guerrier — véritable rite d'initiation qui permet à l'enfant de devenir un homme.

Sevrage tardif et circoncision souvent traumatisante ne sont peut-être pas sans rapports avec ce réflexe de peur et de crainte que nous retrouvons chez l'adulte dans certaines ethnies.

La relation père — fils est souvent réduite du fait de l'importance des anciens du lignage et du rôle capital de l'oncle maternel. L'enfant rural appartient d'abord au groupe. S'il n'est pas le pre-

1. Ces chiffres sont tirés d'une étude réalisée par le service de l'Enseignement Agricole du Ministère de l'Agriculture à Tananarive.

mier né, il sera toute sa vie en état de subordination vis-à-vis de son « zoky ». ²

Sur les Hauts-Plateaux, la place de la mère demeure cependant prépondérante. Elle est, bien sûr, la gardienne des traditions mais aussi responsable du bon emploi des modestes revenus de la famille. Il s'établit souvent une sorte de complicité mère-filles. Celles-ci peuvent renouveler leur garde-robes dès qu'un peu d'argent rentre à la maison. Il en résulte chez le garçon un complexe de frustration et un vif désir de partir pour gagner cet argent qui lui semble mal réparti.

Chez les côtiers où la parenté est de type classificatoire l'enfant se situe par référence à plusieurs mères. Celles-ci l'entourent de nombreuses pratiques magiques pour le préserver de dangers réels ou imaginaires. Tout petit, il devra porter des amulettes. Plus grand, on lui apprendra à respecter les interdits de son clan. Il s'imprènera peu à peu des valeurs propres à son groupe ethnique et rêvera de ressembler à tel ou tel ancêtre dont on lui aura vanté les exploits. Il adoptera par imitation une attitude de déférence envers les « ray-aman-dreny » ³ et commencera très tôt à rendre de menus services à sa communauté villageoise. Il suivra sa « classe d'âge » ⁴ dans le gardiennage des troupeaux ou les activités spécifiques réservées aux jeunes.

Mais l'école primaire est apparue un peu partout dans les campagnes malgaches. Elle a d'abord été perçue comme un corps étranger destructeur d'un équilibre — Decary signale qu'au début du siècle ⁵ les chefs d'une ethnie du Sud ne voulaient pas d'écoles dans la crainte que les enfants employés comme gardiens de bœufs ne soient pris de force. Cet état d'esprit a fort heureusement disparu et le désir de s'instruire est actuellement aussi vif chez les pasteurs que chez les agriculteurs.

L'enfant scolarisé se trouve plongé dans un monde étranger. Ses parents ont dû vendre du bétail pour l'habiller correctement et lui acheter des fournitures scolaires. A l'école, on lui parle

2. Le terme « zoky » désigne l'ainé de la famille. Cette position lui confère un statut particulier. Il aide ses parents à élever ses frères et sœurs plus jeunes. A leur tour, ceux-ci lui doivent respect et obéissance. Il arrive souvent que c'est lui qui décide de leur avenir.

3. Ray-aman-dreny : litt. le père et la mère. Ce terme désigne l'ensemble des chefs de segments lignagers habitant le village. De façon plus restrictive, il peut désigner simplement les notables. Ce sont des gens âgés ayant acquis grâce à une longue expérience de la vie la sagesse ancestrale. On leur doit respect et soumission.

4. Les termes qui désignent les classes d'âge varient suivant le groupe ethnique. Il y a en général trois classes d'âge jusqu'à 25 ans : 0 à 15 ans, 15 à 20 ans, 20 à 25 ans.

5. DECARY R. — l'Androy — T. II — Paris — Société d'éditions géographiques maritimes et coloniales 1933 — p. 239.

rarement de son village ou de ses ancêtres. On lui apprend à lire et à écrire dans une langue qui n'est pas toujours celle de ses parents. L'enseignement dispensé par des maîtres inconnus est souvent coupé du réel et des valeurs malgaches les plus authentiques.

Le professeur Dumont considère l'école primaire importée de France et plaquée sur un milieu traditionnel comme un catalyseur de l'exode rural. Il l'accuse d'être, *dans sa conception actuelle*, un frein au progrès agricole.

« Si ta sœur va à l'école, écrit-il, sous forme de boutade, tu mangeras ton porte-plume ».

Non seulement, elle élève les meilleurs fils de paysans pour les orienter vers la « classe privilégiée » de la fonction publique, mais parce qu'elle est inadaptée, elle crée trop souvent des « déracinés sociaux » pépinières de parasites familiaux ou de jeunes chômeurs intellectuels.⁶

L'école, selon le mot de Claparède devrait être une préparation à la vie. Mais la vie ne sera pas la même pour un fils « d'ouvrier de chez Renault » et un fils de paysan Betsileo⁷.

Conscients de leurs responsabilités en la matière, les Pouvoirs Publics mettent en place, actuellement, une formule originale d'école rurale. Les maîtres sont recrutés dans le milieu paysan où ils devront servir. Ils sont formés à la pédagogie active et à l'étude du milieu. Ils se veulent à la fois animateurs d'une communauté, instituteurs et vulgarisateurs agricoles. Leur école, construite le plus souvent par les parents d'élèves avec l'aide de la commune est largement ouverte sur le village. Les élèves ont leur jardin, leur basse-cour et quelquefois leur rizière où l'on peut faire quelques essais de culture améliorée.

Malheureusement, ces jeunes maîtres ne sont pas toujours compris de leurs aînés. Plus grave, leurs efforts de ruralisation de l'enseignement sont perçus par les populations comme un enseignement au rabais. Manier l'angady, planter, biner, soigner les animaux sont des travaux que l'on peut faire à la rigueur chez soi mais pas à l'école. Parcourir la campagne pour une étude du milieu est une perte de temps jugée inadmissible. Dans l'esprit des parents, aller à l'école, cela veut dire « être assis derrière un pupitre, écouter religieusement un maître qui peut tout enseigner, excepté l'agriculture, apprendre à manier le crayon ou le porte-plume et surtout pouvoir se présenter à cet examen miracle qu'est le C.E.P. Posséder un diplôme si modeste soit-il grâce auquel on trouvera un emploi de salarié à la ville voisine est le rêve de tous les parents et de leurs enfants.

Très vite, pour l'enfant scolarisé les « modèles » ne sont plus

6. DUMONT R. — *L'Afrique noire est mal partie* — Paris Editions du Seuil 1963 — p. 72.

7. DUMONT R. — *op. cit.* p. 74.

choisis dans sa parenté mais parmi les fonctionnaires locaux : instituteur, chef de canton, gendarme, contremaître d'agriculture ou pour les plus intelligents, à un niveau plus élevé : sous-préfet, médecin, député, officier etc... Tous ces gens sont bien nourris, bien payés, bien habillés. Ils circulent en vélomoteur ou en voiture et habitent de belles maisons. Bien sûr ils travaillent pour mériter leur salaire, mais le travail est bien moins pénible que celui de paysan, et surtout, chez eux. L'argent rentre régulièrement tous les mois. Il suffit d'ailleurs d'un cyclone ou d'une sécheresse pour anéantir en quelques heures les efforts de toute une année. Le paysan se sent injustement pénalisé et en vient naturellement à comparer son sort avec les salariés qui vivent dans son entourage et plus spécialement les fonctionnaires. Il les voit vivre, constate que certains sont incompétents ou peu efficaces et qu'ils sont rarement sanctionnés.

Etre fils de paysan malgache cela suppose souvent une connaissance précoce de la misère. Combien ont assisté impuissants au désespoir de leurs parents devant un troupeau décimé par la maladie ou une récolte vendue à vil prix de l'usurier.

Le journal « Lumière » du 10 avril 1966 cite le cas d'une veuve, mère de trois enfants qui s'est vue privée ainsi de toute sa provision de riz.

« Mon histoire est malheureuse, raconte-t-elle. Au mois de janvier 1965, un de mes enfants a été hospitalisé pour une pneumonie. Le Chef du poste médical m'a conseillé d'acheter de la pénicilline si je voulais la guérison rapide de mon enfant.

« Totalement démunie en cette période de l'année, j'ai emprunté 1 500 francs à un commerçant. Comme je n'ai pas pu le payer dans le délai prévu celui-ci m'a signifié qu'il se ferait payer en riz à la prochaine récolte à raison de 5 francs le kilo de paddy (soit 300 kg) ⁸. Je ne pouvais qu'accepter avec reconnaissance.

« Mais l'an dernier, la récolte a été très mauvaise. Je n'ai pu avoir en tout et pour tout que quatre « vata » (environ 120 kgs de paddy). ⁹

« Mon créancier n'a pas été content car il n'a rien pu avoir et il s'est résigné à attendre la présente récolte mais en réclamant le double de ce que je lui devais soit 600 kgs de paddy.

« Au cours de l'année pour subsister et pouvoir faire les travaux de rizière, j'ai dû emprunter aussi du riz à des voisins à charge de rembourser trois « vata » pour un d'emprunté.

« Voilà pourquoi toute ma récolte a disparu... »

Et le journal ajoute que ce n'est pas là un cas exceptionnel.

Qui pourrait dans ces conditions reprocher au fils de cette

8. A la récolte dans cette région le paddy ou riz non décortiqué se serait vendu entre 10 et 14 frs le kg au producteur.

9. Le terme « vata » désigne une unité de mesure dont la contenance est variable avec les différentes régions de Madagascar.

veuve de vouloir quitter la terre ? Il serait aussi injuste de reprocher à l'école de lui faciliter son départ. Des plaies comme l'usure et le métayage sont les meilleurs pourvoyeurs de l'exode rural.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Si le fils de paysan méprise le métier de son père, il n'en conserve pas moins une profonde piété filiale. S'il rêve d'être fonctionnaire et bien payé c'est dans l'espoir de venir en aide à ses parents. Il sera heureux et fier de leur verser chaque mois une partie de son salaire. Les motivations du père recourent ici celles du fils quelque peu doué pour les études. Le paysan malgache sent confusément l'impossibilité d'une réelle promotion sociale à l'intérieur de sa profession. Il désire alors s'élever à travers ses enfants. Il est prêt à accepter toutes les privations pour les envoyer à l'école.

Loin d'encourager son fils à rester au village, il le pousse au contraire à devenir « tafita »¹⁰, à quitter le monde de la misère et de l'insécurité pour entrer dans celui de la facilité et de la sécurité. L'enfant, témoin des sacrifices de ses parents pour payer son écolage se sent lié par le « Fihavanana »¹¹. Il serait un mauvais fils s'il ne réussissait pas grâce à son savoir à devenir salarié et à contribuer ainsi à l'éducation de ses nombreux frères et sœurs tout en assurant son avenir personnel. Il a aussi un devoir de reconnaissance envers ses parents et doit leur assurer une vieillesse heureuse.

En fait, une telle situation aboutit vite à l'impasse. Face à des demandes d'emplois de plus en plus nombreuses, l'offre demeure stagnante ou même en régression. La fonction publique ne peut croître démesurément sans compromettre gravement le développement économique du pays. On se voit condamné à rechercher des débouchés dans le secteur agricole. C'est donc la profession d'agriculteur qu'il faut enseigner à la grande masse des fils de paysans malgaches.

*
**

Les premières tentatives de formation professionnelle ont été réalisées par les missions catholiques et protestantes dans des fermes-écoles. Les jeunes sont recrutés par les catéchistes ou les

10. « Tafita » : du verbe Mita = traverser — mita rano = litt. passer de l'autre côté de la rivière — Tafita = qui a traversé.

Ce terme imagé est fort significatif de l'état d'esprit du paysan — face aux deux mondes qui se situent de part et d'autre de la rivière.

11. « Fihavanana » = Ce mot désigne le lien naturel qui unit les membres d'une même parenté et qui les oblige à être solidaires les uns envers les autres. Il en résulte des prestations réciproques, des devoirs d'entraide et d'assistance mutuelle. Celui qui possède doit donner à celui qui est démuné. Le parent pauvre peut au nom du « Fihavanana » demander l'aide du parent privilégié. Ce dernier ne pourra refuser et cela d'autant moins que la parenté est plus proche.

missionnaires de brousse dans des familles déjà sensibilisées au progrès agricole. Leur niveau d'instruction est variable mais ne dépasse pas en général la fin du cycle primaire. La formation est surtout pratique, axée sur les cultures de la région et des améliorations réalisables dans les familles paysannes. L'apprentissage dure, en général, une année agricole, année durant laquelle le jeune vit en internat et se trouve coupé de son milieu familial. Tant qu'il se trouve à la ferme-école, le jeune paysan fait provision d'enthousiasme et d'idées neuves à rapporter dans son village.

A Andriamboasary¹² un apprenti se félicite de la formation qu'il reçoit : « J'ai acquis, ici, beaucoup de connaissances, écrit-il. D'abord, j'ai commencé à comprendre pourquoi mes efforts d'ailleurs étaient inutiles. Il m'a manqué beaucoup de notions élémentaires sur les cultures.

« Quand je pense que chez nous, à Manakara, on laisse les plants de riz 40 à 50 jours en pépinières et que l'on sème très dru pour un maigre rendement. Alors qu'ici, j'ai effectué moi-même un repiquage à 30 jours après avoir fait un semis clair sur une pépinière bien fumée. Les rendements ont été supérieurs pour un bien moindre travail.

« En revenant dans ma région, je ne crois pas pouvoir tout de suite gagner les gens à mes idées mais je ferai en sorte que lorsqu'ils auront vu mes résultats ils viendront me demander des conseils que je leur donnerai avec joie »¹³.

En fait, les difficultés commencent au retour de l'apprenti dans sa communauté villageoise. Certes le missionnaire qui l'a recruté l'aidera et lui facilitera sa réadaptation, mais à ses efforts de novations les adultes vont opposer le poids de leurs traditions. Il lui faudra une force de caractère peu commune pour mettre en pratique ce qu'on lui a enseigné. Beaucoup ne résistent pas aux moqueries de leur entourage. Les plus courageux vont s'établir en dehors du village sur des terres neuves au risque de devenir des « isolés sociaux ».

Il y a cependant des cas intéressants de réussite si les jeunes sont recrutés à plusieurs dans le même village. Il en est de même s'ils ont été délégués par leur communauté villageoise ou leur groupe de chrétienté. La collectivité qui les a envoyés en apprentissage se sent alors concernée et attend de l'apprenti revenu au village une leçon de progrès. Ceci reste, malgré tout, exceptionnel.

Les Pouvoirs Publics se sont également penchés sur le problème. La première tentative date de 1955 et a été étroitement

12. Ferme-école de la mission catholique à 12 km au Nord-Ouest de Fianarantsoa dans une boucle de la rivière Mandranafotsy.

13. Cité par le journal « Lumière » sous la signature du R.P. Rakotomalala.

reliée à l'expérience des secteurs de paysannat et des Groupements de Collectivités¹⁴.

En septembre 1955, un Secteur de Paysannat est créé à Mangano¹⁵ et prend le nom de Secteur de Paysannat agricole de Marianina... Tout en travaillant sur le milieu adulte et en essayant de vulgariser de meilleurs techniques d'agriculture et d'élevage, le Chef de secteur s'intéresse à la jeunesse rurale qu'il sent impatiente de s'instruire. Ayant une solide expérience de la pédagogie des Maisons Rurales de France, il fonde en janvier 1957 un foyer d'apprentissage pour les fils des paysans de son secteur.

La formule est originale et mérite d'être succinctement décrite. Elle est d'abord voulue par les adultes qui désirent que l'on fasse quelque chose pour leurs enfants. Ils participent à l'élaboration du programme avec le Chef de secteur. Autre originalité : toute la formation se fait à partir de l'observation et de l'apprentissage gestuel. Les apprentis suivent leur directeur dans ses tournées de brousse et font avec lui le détiqage des bovins, la castration des porcs, apprennent à dresser les bœufs, à manier la charrue, etc. Les cours techniques sont réduits au minimum.

Malgré cela les résultats ont été assez décevants. L'expérience n'a pas survécu à la disparition des Secteurs de Paysannat et au départ de son fondateur. Une enquête récente a donné les résultats suivants :

— Sur 209 garçons formés, la moitié à peine sont restés à la terre.

— Sur les 50 % demeurés paysans, 30 % ont été repris par le milieu traditionnel et n'ont pas tiré profit de leur formation. Ils reconnaissent être restés au village parce que leur niveau d'instruction trop bas ne leur a pas permis de trouver un emploi salarié.

— 20 % seulement sont devenus des agriculteurs dynamiques mais ils ont surtout progressés individuellement. Ce sont ceux qui possédaient au départ un héritage ancestral : terre, bétail ou un modeste capital, permettant un minimum d'équipement.

Que sont devenus les autres ?

— 20 % sont fonctionnaires et la majorité se trouve dans les services de l'agriculture et de l'élevage ou les sociétés d'aménagement. Leur formation se trouve ainsi valorisée.

— 15 % ont des emplois salariés : secrétaires, chauffeurs, employés de communes.

14. Les Groupements de Collectivités et Secteurs de Paysannat furent des organismes de modernisation rurale créés à partir de 1955 afin d'associer les masses paysannes à leur propre développement (cf. notre étude intitulée « Une expérience de Modernisation rurale dans l'extrême sud de Madagascar ») (Cahiers de l'I.S.E.A. de janvier 1964).

15. Il s'agit d'une localité située au Sud-Est d'Ambatondrazaka à mi-chemin entre Tananarive et la Côte Est.

— 15 % ont quitté leur village d'origine et on ignore ce qu'ils sont devenus.

Les parents ont été également interrogés. Ceux dont les enfants ont réussi soit à être fonctionnaires, soit à moderniser leur exploitation se sont déclarés satisfaits. Les autres disent avoir été très déçus que l'Etat ne s'occupe pas de leurs enfants et ne leur ait pas donné des postes de moniteurs d'agriculture.

L'enquêteur attribue ce demi-échec à l'importance du métayage et aux mésententes familiales. Les garçons qui ont quitté le village sont surtout des fils de métayers voire de sous-métayers. Ailleurs, ils ont essayé de se réinstaller sur un bien ancestral et se sont heurtés à l'hostilité des membres de leur propre famille. En pays Sihanaka¹⁶ la propriété est souvent indivise. Elle appartient au grand-père et revient, à sa mort, à l'aîné de ses fils. Le jeune apprenti peut ainsi se trouver sous la dépendance d'un oncle et n'a aucun pouvoir de décision.

Une question mérite ici d'être posée. Que seraient devenus les 200 apprentis du foyer de Marianina si on les avait installés sur les lotissements aménagés par la SO.MA.LAC¹⁷ et si on avait confié à leurs éducateurs le soin de les encadrer et de les aider à démarrer ? Il est probable que nous aurions assisté à de nombreuses réussites individuelles sans effet d'aucune sorte sur le milieu environnant.

Le Gouvernement malgache continue à s'intéresser à la formation professionnelle des jeunes paysans. Il existe actuellement trois centres de formation : deux sur les Hauts-Plateaux et un sur la Côte-Est. Il en est prévu une dizaine dans le cadre du plan quinquennal. On y retrouve toujours les mêmes difficultés. Les centres restent perçus par les élèves et leurs parents comme des « Ecoles » où l'on pourra acquérir un savoir qui sera sanctionné par un diplôme lequel permettra de devenir fonctionnaire ou d'obtenir un emploi salarié. On en arrive à un paradoxe, à savoir que le fait d'être candidat à un centre de formation prouve que l'impétrant n'a plus l'intention de rester à la terre. Le paysan malgache comme le paysan européen du siècle dernier croit à l'importance de l'école pour tout autre métier que le sien. Revenir garder les bœufs ou labourer la rizière après des études considérées comme supérieures est une honte qui rejaillit sur tout le groupe familial. Le jeune qui revient au village après avoir annoncé

16. Les Sihanaka : litt. ceux du marais — forment l'ethnie installée depuis quelques siècles dans la région marécageuse du Lac Alaotra entre Tananarive et la Côte Est.

17. La SO.MA.LAC. (Sté Malgache du Lac Alaotra) est chargée par le Gouvernement malgache de restructurer des exploitations en faisant du remembrement et en lotissant de grands domaines rachetés à leurs propriétaires, en général des anciens colons européens. Des lots de 5 ha aménagés sont ensuite remis à des paysans sans terre qui doivent respecter les clauses d'un cahier des charges.

qu'il allait « poursuivre ses études » se trouve « afa-baraka »¹⁸ devant les voisins et les camarades d'école. Il se sent humilié et cherche ailleurs à retrouver le prestige qu'il a perdu dans sa communauté.

Des erreurs ont probablement été commises. On a quelquefois donné un enseignement de type européen dans une langue étrangère. Il est significatif de constater que ce sont souvent les parents qui insistent pour que l'on enseigne le français à leurs enfants. Ils y voient la langue du lettré, du fonctionnaire grâce à laquelle leur fils pourra fuir la misère paysanne et monter dans l'échelle sociale.

Actuellement, les cadres malgaches ont pris la relève des instructeurs européens et l'enseignement est donné en malgache mais reste encore inadapté. L'élève qui a reçu une formation, coupé de son milieu, y revient rarement. Lorsqu'il le fait, il y est étranger. Dans les meilleurs des cas, il arrivera à un progrès uniquement individuel dans un milieu indifférent ou hostile.

On pourrait penser qu'une des raisons qui pousse le jeune paysan instruit à s'en aller, réside dans le fait, qu'en âge de se marier, il ne trouve pas au village de jeunes filles suffisamment instruites. En fait, le service de l'enseignement agricole s'occupe également de la formation ménagère des jeunes paysannes et dans chaque région retenue par le Plan, la formation est menée parallèlement pour les garçons et les filles. Celles-ci peuvent suivre une série de sessions sur des thèmes très pratiques : hygiène, puériculture, cuisine améliorée, couture, jardinage, petits élevages, etc. De nombreuses initiatives privées existent également dans ce domaine.

La mission catholique de Tamatave essaie actuellement de former de jeunes ménages au centre d'éducation familiale d'Antsiramandroso¹⁹. Les responsables se sont donnés comme objectifs d'apporter à une cinquantaine de jeunes leaders paysans une formation aussi complète que possible à partir des valeurs betsimisaraka²⁰ et sans les couper de leur communauté d'origine. L'âge des hommes varie de 25 à 35 ans. Le principal critère de sélection est la place que tient le ménage dans sa communauté naturelle et la possibilité qu'il aura d'exercer son influence sur le milieu une fois rentré chez lui. On s'efforce également de recruter par zones de façon que plusieurs ménages revenus chez eux puissent

18. « Afa-baraka » désigne le sentiment de honte ressenti après un échec ou une perte de prestige.

19. Antsiramandroso — localité située au Nord de Tamatave dans la vallée de l'Ivoloïna en pays Betsimisaraka sur la Côte Orientale.

20. Les Betsimisaraka du nord constituent une ethnie de la Côte-Est installée principalement dans les fonds de la vallée. Le relief accidenté de la région a donné naissance à un habitat dispersé. Les voies de communication sont peu nombreuses et on doit le plus souvent circuler à pied.

rester en contact, s'entr'aider et se soutenir dans leur effort de progrès collectif. Les femmes y reçoivent une éducation ménagère et apprennent à tenir un budget. Chaque famille — la plupart ont des enfants — reçoit un modeste pécule pour lui permettre de vivre pendant les neuf mois que dure la formation. C'est une expérience intéressante à suivre mais dont la portée restera forcément limitée.

*
**

Les bilans un peu décevants du passé, les maigres résultats du présent sont cependant riches d'enseignement pour l'avenir. Il n'est pas possible de proposer des solutions pré-fabriquées à partir d'un modèle copié sur l'étranger mais seulement d'indiquer quelques lignes de recherche pour une formation professionnelle de masse d'où se dégagera une élite de responsables.

Posons d'abord une question qui paraît capitale. Peut-on séparer la formation des jeunes garçons et filles de celle des adultes hommes et femmes ? Ceci mériterait toute une étude. Disons seulement qu'une expérience de formation de jeunes paysans ne peut ignorer les adultes sans se condamner à l'échec. Ce serait une naïveté de théoricien de croire que parce qu'une communauté villageoise a besoin de progrès, elle va l'accueillir avec joie et encourager les jeunes à se former dans ce sens. En réalité, si le milieu ne se sent pas responsable, s'il n'a pas lui-même à inventer, à mettre en œuvre son propre progrès, toute intervention venue de l'extérieur sera inutile. Le rôle de l'Etat consiste alors à aider ceux qui sont décidés à s'aider eux-mêmes.

C'est donc le milieu adulte qui doit être le premier éveillé et sensibilisé au problème de la formation professionnelle des jeunes. Ceci suppose une phase préalable d'animation rurale laquelle peut relever d'un service spécialisé comme c'est le cas à Madagascar mais peut aussi être assuré par des personnes ayant une réelle influence dans le milieu : instituteurs, missionnaires, pasteurs, vulgarisateurs agricoles etc. Il paraît nécessaire également d'associer très étroitement à l'expérience toutes les forces vives du milieu rural : maire rural, instituteur et notables-paysans. La première tâche de l'éducateur sera donc d'aider le milieu à s'organiser et à constituer en quelque sorte le conseil d'administration de la future entreprise de formation. Celui-ci pourra être une association de parents, un groupement d'animateurs ruraux, un syndicat agricole ou éventuellement un Fokonolona rénové²¹.

21. Fokonolona : litt. : le groupe de gens. Ce terme désigne la communauté de base centrée sur le village. C'est une grande famille fondée non sur des liens de parenté naturelle mais sur des liens de voisinage institutionnalisés en liens de parenté. Le fondement du Fokonolona est l'appartenance à un cadre géographique restreint et déterminé (cf. l'article de J. DEZ paru dans les cahiers de l'I.S.E.A. — avril 1965.)

Ceci admis, plusieurs formules peuvent être proposées à cette association. Certains Etats d'Afrique francophones se sont inspirés de la méthode des Maisons Familiales²² appliquée en France depuis plus de 20 ans.

On y met en œuvre une pédagogie originale. Toute la formation se fait à partir du milieu de vie des apprentis. C'est donc l'agriculture et l'élevage qui servent de supports à l'enseignement général, au calcul, à l'économie, aux sciences naturelles, au droit rural, etc. D'autre part, on y pratique un système d'alternance : l'apprenti passe 15 jours à la Maison Familiale et 15 jours dans sa famille. Le père est alors le maître d'apprentissage de son fils.

Le principal document est le cahier d'exploitation familiale tenu par l'apprenti. C'est une véritable monographie de la ferme paternelle qui oblige à un constant dialogue avec les adultes.

En Afrique, la formule a été adaptée aux conditions locales. Il y a généralement un terrain autour de la maison construite avec la participation des familles. Les travaux sont basés sur des améliorations relativement simples de l'agriculture traditionnelle. La formation générale commence, s'il le faut, par l'alphabétisation. Elle se poursuit par des notions de calcul, de comptabilité élémentaire, de sciences naturelles, d'économie rurale. Elle est complétée par une formation sociologique et humaine à base de petites enquêtes et d'études du milieu.

La création à Madagascar de Maisons Familiales Rurales semble prématurée. Dans la plus grande partie des campagnes malgaches, il n'existe pas d'exploitations familiales mais seulement un terroir villageois. La notion de famille est très vague. On est l'enfant d'un groupe bien plus que l'enfant d'un couple. D'autre part, l'expérience a prouvé qu'il convient d'être très vigilant, et les instructeurs doivent faire l'éducation des parents en même temps que celle des enfants. Les cas ne sont pas rares où être Président d'une association sera perçu dans la conception de la chefferie traditionnelle²³.

Par contre, il paraît très intéressant de retenir la pédagogie des Maisons Familiales. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Certains pays ont mis au point un système d'enseignement

22. La Maison Familiale est un modeste établissement fondé et géré par un groupe de paysans d'une petite région agricole (En France, le Canton par exemple). On y reçoit les jeunes paysans de la région pendant les mois d'hiver, une semaine sur trois. L'apprentissage de la pratique se fait pendant les semaines où le jeune reste chez lui sous la direction de son père. Au centre, on enseigne les notions théoriques les plus indispensables à partir des exploitations des parents.

23. Un essai dans ce sens a été tenté à Ambolotara (localité située à 80 kms au sud de Tananarive). Il a échoué pour différentes raisons. La principale semble résider dans le fait que le Président ait voulu faire de la Maison Familiale une affaire personnelle.

agricole par correspondance destiné aux paysans. A Madagascar, un Père Jésuite, agronome, ayant une longue expérience du milieu paysan dans l'Ouest de la France a commencé à travailler dans ce sens. Son but est de faire pénétrer dans la société traditionnelle des idées de progrès en commençant par démystifier la nature. Pour cela, il a mis au point une série de cours en *malgache* qui sont adressés à des jeunes paysans et paysannes groupés autour d'un animateur. Celui-ci n'est pas forcément un technicien. Au départ, il lui est seulement demandé d'avoir une grande valeur humaine et de jouir de la confiance des gens du village ? Il devra, cependant, s'intéresser aux jeunes et posséder de réelles qualités pédagogiques. Ce sera souvent un instituteur rural ou un catéchiste de la mission.

Le rôle de cet animateur est primordial. Il doit réunir le groupe de jeunes une fois ou deux dans le mois, lui expliquer le cours et l'aider à répondre aux questions qui y sont jointes. Il a aussi à stimuler les élèves et à leur rendre visite dans leurs familles pour les aider à réaliser certains travaux ou essais demandés par le cours.

L'enseignement est conçu pour des élèves de 14 à 20 ans mais rien n'empêche les adultes qui le désirent d'y prendre part. De même, des illettrés peuvent assister aux réunions. Ils ne feront pas de devoirs mais pourront participer aux discussions. Le style recherché en réunion, est en effet, davantage celui du cercle d'études que celui de la classe. On espère ainsi provoquer la réflexion spontanée des agriculteurs sur leurs manières de faire, les amener à les juger et aboutir enfin à des comportements nouveaux.

Il est trop tôt pour porter un jugement sur cette forme d'enseignement qui en est à ses débuts et ne cherche aucun résultat spectaculaire à court terme. Toutefois, un certain nombre de difficultés sont déjà apparues. Madagascar ne manque certainement pas de bonnes volontés et de gens dévoués pouvant jouer le rôle d'animateurs. Mais ils sont souvent ignorants des problèmes techniques et ont tendance à faire appliquer des recettes indiquées dans le cours ou dans le manuel qu'on leur a remis. S'ils sont eux-mêmes agriculteurs, ils ne sont pas toujours des modèles et restent souvent imprégnés des mêmes doutes et des mêmes hésitations devant la novation que le milieu traditionnel dont ils sont issus.

— « Nul n'est prophète en son pays ».

Ce proverbe semble se vérifier à Madagascar. Enfin, le dialogue avec les adultes est difficile à assurer. Les cours n'arrivent pas toujours jusqu'au foyer familial. Ils sont souvent expliqués au niveau du quartier, là où le groupe se réunit. S'il arrive que le garçon fasse un devoir à la maison, il est rare que son père s'y intéresse réellement. Disons aussi que dans beaucoup de familles malgaches, il est pratiquement impossible de trouver des conditions de travail acceptables. L'habitat est très pauvre — quelquefois

misérable. La maison ne comporte souvent qu'une pièce habitable. Le jeune ne peut s'isoler et dispose rarement d'une table et d'une chaise. On comprend alors qu'il se décourage très vite d'autant plus que cette forme d'enseignement lui paraît incapable de le faire sortir de sa condition de « gardien de bœufs ». Il reste cependant que ceux qui ont assimilé le cours et le mettent en pratique sont vraiment démarrés car c'est d'eux-mêmes qu'ils ont commencé et se sont compromis devant la communauté. Ils deviendront alors des « leaders » naturels.

Un jour viendra, souhaitons-le, où de véritables paysans malgaches énonceront une formulation malgache de ce problème et y donneront une solution originale²⁴. En attendant, il nous reste à proposer un système de formation professionnelle qui, tout en tenant compte des expériences du passé permette à la fois de toucher la masse et de former des responsables c'est-à-dire des jeunes qui seront délégués par un groupe auquel ils auront à rendre compte.

Les deux principaux écueils à éviter sont le déracinement et

24. Signalons qu'il existe au moins deux réalisations pensées par et pour des paysans à partir de leur milieu de vie et dans le respect des valeurs les plus profondes de leur société.

1) Les Hautes Ecoles Populaires Danoises (hojskole) créées en 1840. Elles ont réussi à faire le joint entre la culture et le peuple des campagnes. Leur fondateur N.F.S. GRUNDTVIG voulait réagir contre la culture bourgeoise dispensée par les Universités qu'il appelait « Ecoles de la mort » parce qu'elles étaient coupées de la vie. Pour lui, un enseignement accessible aux seules classes aisées, véhiculé par des langues incompréhensibles au peuple et puisant dans des sources qui ne coulent pas dans le pays engendre une culture pétrifiée et fossilisée. Pour être vivante, la culture doit jaillir du sein du peuple. Il voulait éduquer le paysan pour en faire un Danois conscient des valeurs authentiquement nordiques de sa culture.

Grâce à ces écoles populaires, le Danemark a été le premier pays d'Europe à faire sa révolution agricole.

Aujourd'hui, les « hojskole » sont devenues de véritables Universités populaires et reçoivent des étudiants provenant de toutes les classes de la société.

2) L'I.F.O.C.A.P. ou Institut de Formation de Cadres Paysans a été fondé en France, en 1959, par les responsables des grandes organisations de l'Agriculture aidés par des professeurs de l'Université et de hauts fonctionnaires.

Son but est de donner à des hommes déjà engagés dans l'action et ayant des responsabilités dans les organisations professionnelles un complément de formation indispensable à leur mission.

Les stagiaires ont un niveau d'instruction générale dépassant rarement celui du C.E.P. mais ils ont une grande expérience professionnelle. La plupart ont été militants dans les mouvements de Jeunesse Agricole Catholique ou Centre des Jeunes Agriculteurs). Ils y ont acquis le sens des responsabilités et de l'engagement envers une communauté dont ils sont les délégués.

L'enseignement se fait à partir du milieu de vie et de l'expérience acquise. Il doit être donné dans un langage accessible à tous ce qui suppose un gros effort d'adaptation de la part des professeurs d'Université participant à cette formation.

l'ambiance scolaire. Il convient donc dans un premier temps d'abandonner l'idée du centre de formation professionnelle ; de l'école d'Agriculture et même de la ferme-école. Les jeunes comme leurs parents n'y voient, en effet, que le terme « école » avec tout ce qui l'accompagne : livres, cahiers, porte-plumes, maître dépositaire d'un savoir qu'on doit absorber passivement et surtout le diplôme sanctionnant les études.

Il est évident, dans ces conditions, que c'est à l'enseignement de s'adapter au monde rural et non l'inverse. Sorti de l'école primaire à treize ou quatorze ans, le jeune paysan est en pleine crise d'adolescence. Fasciné par les mirages de la ville, il voudrait continuer ses études pour fuir la condition paysanne synonyme pour lui de vie misérable. Il a soif d'apprendre et souhaite consciemment ou non qu'on lui redonne espoir. Ces deux motivations peuvent constituer les fondations d'une formation professionnelle de base destinée aux jeunes de 14 à 17 ans. Elle peut se donner sous forme de sessions courtes au niveau d'un groupe de villages ou d'une commune rurale sur des thèmes adaptés, d'une part, aux préoccupations de la communauté villageoise, et, d'autre part aux objectifs du Plan.

Ici, apparaît une double difficulté. L'une concerne la nécessité de disposer d'un réseau d'encadrement suffisamment structuré à base d'instructeurs dévoués, compétents et dynamiques. La seconde concerne la pédagogie adaptée à mettre au point. Ces problèmes ne sont pas insolubles. Madagascar ne manque pas de jeunes gens déjà formés sur le plan technique ayant des qualités d'éducateurs et décidés à se dévouer sans compter pour le développement de leur pays. Il existe des méthodes psychotechniques à base de tests étalonnés pour les populations malgaches qui peuvent servir de premier critère de sélection. Une école de cadres paraît indispensable pour leur donner une véritable formation d'éducateurs et d'animateurs de groupes de jeunes. Des cadres bien formés aussi enthousiastes soient-ils risquent d'échouer s'ils se sentent isolés et ne trouvent pas autour d'eux le soutien technique et moral qui leur est indispensable. Cette structure peut se trouver à l'intérieur du Ministère de l'Agriculture qui dispose d'un réseau d'encadrement suffisamment dense et descendant jusqu'au niveau de la commune.

La seule pédagogie qui paraisse suffisamment adaptée est celle qui consiste à former les jeunes dans et à partir de leur milieu de vie ^{24 bis}. Il y a un certain nombre de messages techniques à faire passer. Au départ, ils ont simplement pour but de démystifier la nature. Le sol est un milieu vivant qui naît, se conserve et peut être détruit... La plante a besoin de nourriture et donne de belles récoltes non point parce que l'on a respecté tel ou tel rite mais

^{24 bis}. Nous retrouvons ici la pédagogie des Maisons Familiales Rurales.

parce qu'on lui a fourni, au moment voulu, les éléments nutritifs nécessaires. Une récolte est détruite non pas parce que les morts ont voulu punir les vivants mais parce qu'un phénomène comme la grêle ou un cyclône sont apparus au même moment. Un animal meurt non parce qu'un sorcier a jeté un sort mais parce qu'il a été mal nourri ou atteint par une maladie. Tout cela peut s'expliquer à partir de ce qui se passe au village. A la leçon de type scolaire peut faire place le cercle d'études qui oblige le jeune apprenti à devenir actif. Il devra observer, s'informer, interroger les adultes, juger et surtout prendre des décisions de réalisations à entreprendre dans le village.

Il importe, en effet, qu'après une série de sessions où les jeunes pourront prendre conscience de leur rôle dans le développement de leur petite communauté villageoise, on leur permette de passer à l'action. Il sera sans doute nécessaire de les aider à s'organiser et à créer des associations de jeunes. Elles pourront s'initier ou se perfectionner dans des activités les plus diverses : sport, chant choral, jeux dramatiques inspirés du folklore malgache, participer aux travaux dits au « ras du sol »²⁵ prévus par la commune : reboisement, aménagement des pistes, création de pépinières. Les plus audacieux auront peut-être à construire une maison de jeunes où ils pourront organiser des activités culturelles. Chaque thème de session débouchera également sur une activité technique. Plutôt que le champ collectif toujours difficile à réaliser parce que choisi sur de mauvaises terres, semé le dernier et mal entretenu, il semble préférable de s'orienter vers le champ individuel.

Le groupe travaillera ainsi à tour de rôle chez tous ses membres. On ne fait que reprendre ici une coutume bien connue dans le milieu adulte : « le valin-tanana »²⁶. Pour toutes ces activités, le rôle de l'instructeur est capital. Il aura non seulement à conseiller mais à participer et à donner l'exemple en travaillant avec les jeunes. On pourra ainsi faire des courbes de niveau, planter des arbres fruitiers, construire des poulaillers ou des porcheries améliorées. Il semble qu'il n'y ait rien, là, d'utopique puisque certaines réalisations ont été tentées dans ce sens sur la Côte-Est de Madagascar, il y a une dizaine d'années dans le cadre d'un plan de mise en terrasses de certaines zones pour y planter du café. L'expé-

25. Il s'agit de travaux entrepris à l'échelon de la Commune Rurale et intéressant toute la collectivité. Ils sont financés, en partie par les crédits communaux et en partie par l'investissement humain.

26. « Valin-tanana » = litt. : remboursement du coup de main. C'est une forme d'entraide qui consiste à se réunir entre parents et voisins pour certains travaux demandant beaucoup de main d'œuvre : piétinage des rizières ou récolte du riz etc.

Un riziculteur qui fait travailler six hommes de son entourage devra donc rendre six journées de travail dans six familles différentes.

rience n'a pas été poursuivie, semble-t-il, par manque de cadres et de crédits.

Toutes ces activités ne seront valables que si elles se veulent éducatives. Pour cela, elle ne doivent pas s'arrêter au niveau de l'acquisition d'un savoir-faire ni même à celui de la compréhension mais atteindre celui plus profond de la transformation d'attitudes : but de la véritable éducation.

Un moyen de communication de masse comme la radio serait un instrument privilégié pour créer une saine émulation et y maintenir l'enthousiasme. Il ne s'agit pas seulement d'aider chaque groupe de jeunes à se procurer par son travail un poste à transistors. Il s'agit surtout de mettre au point avec le groupe de jeunes paysans des émissions qui soient vraiment les leurs. Les techniciens de la radio seraient donc les premiers concernés et auraient à venir au village pour y faire des enregistrements. Avec les membres de l'association on pourrait ainsi parler du village, des réalisations des adultes et des jeunes, des difficultés rencontrés par l'association et des moyens employés pour atteindre ses objectifs.

On aurait ainsi le sentiment de n'être plus isolé. Le village et ses réalisations seraient connus à travers tout Madagascar. On pourrait y reconnaître les voix de personnes connues, peut-être la sienne ou celle d'un parent. On entendrait parler des réalisations de l'association voisine et on voudrait continuer à apprendre pour pouvoir faire mieux. Autre avantage et non des moindres, la radio ne serait plus cette boîte mystérieuse où des voix inconnues parlent dans un langage pas toujours compréhensible de sujets étrangers à l'univers villageois.

De ces groupes de jeunes suivant pendant quelques années la formation de base donnée dans leur commune se dégageront peu à peu un certain nombre de leaders. Ce sont eux qui pourront recevoir une formation de cadres située à un niveau un peu plus élevé — celui de la sous-Préfecture par exemple. Il paraît important qu'ils soient les envoyés des communautés paysannes au milieu desquelles ils auront ensuite à militer. Tous ne seront peut-être pas paysans. Il est inutile d'aller à contre courant. Dans beaucoup de familles nombreuses les terres sont insuffisantes pour assurer une vie décente à tous. Le jeune leader pourra cependant se mettre au service de sa communauté en y revenant comme maître rural ou contre-maître d'agriculture.

Le but premier d'un centre de formation de cadres reste cependant de former des responsables capables d'animer les associations de jeunes dont ils sont issus et par la suite les associations d'adultes. Ils auront ainsi à aborder des notions nouvelles concernant les problèmes économiques et sociaux tout en s'initiant à la gestion d'une exploitation un peu améliorée.

On peut se demander si à ce niveau il convient d'adopter le système des stages de courtes durées mais répétés, ou celui de

l'internat pendant une année agricole. A Bevalala²⁷ près de Tananarive, un Père Jésuite a adopté la formation longue, et pense qu'un séjour prolongé favorise la transformation des mentalités en créant des habitudes et des réflexes nouveaux. En fait, il se trouve des missionnaires et catéchistes qui participent à la sélection dans des conditions un peu spéciales, bénéficiant de l'appui très sûr en accord avec les associations d'adultes, et aident le jeune à son retour en lui facilitant la réadaptation.

Le déracinement reste toujours à craindre même à un âge relativement élevé. Dans un centre de formation d'une région sous-développée de France un jeune paysan ayant pourtant terminé son service militaire, écrivait à son Directeur :

« Je suis revenu pour les vacances de Noël dans mon village natal. J'ai rendu visite à mes voisins. Au bout de quelques minutes toute communication était devenue impossible. Nous n'avions plus rien à nous dire. Que suis-je donc devenu ? »²⁸

Cette réflexion d'un paysan en cours de déracinement nous invite à la prudence et à préférer les sessions par alternance. En fait, dans l'exemple cité, la formation était coupée du milieu de vie ambiant. Son but était par le biais de la promotion sociale de préparer des examens ou concours officiels (B.E.P.C., Baccalauréat, ou examen spécial d'entrée à l'Université).

Ce schéma théorique est-il applicable partout ? Certainement pas. Il y a beaucoup de régions de Madagascar où il n'y a rien à tenter dans le milieu jeune tant que le milieu adulte n'est pas suffisamment animé. Par contre, il en est d'autres où la situation semble mûre et où une action de formation professionnelle pourrait être tentée avec quelques chances de succès.

On peut se demander s'il n'est pas dangereux de créer une classe de jeunes paysans dynamiques pouvant exercer des responsabilités alors que la terre fait défaut dans leur village d'origine. Ne risque-t-on pas de créer une situation explosive déclenchant une série de revendications et peut-être de graves troubles sociaux ? A cela, il est facile de répondre.

27. Le centre d'Apprentissage de Bevalala situé à quelques kilomètres au sud de Tananarive, n'est pas une « école » ni une « ferme-école » mais un Centre de stages s'adressant à des jeunes paysans authentiques qui pratiquent l'agriculture et surtout *s'imprègnent* d'une mentalité neuve vis-à-vis de l'économie de leurs exploitations et *apprennent à juger* leur milieu non pour le dénigrer mais pour le faire évoluer sans le contrer.

Ces jeunes restent dix mois continus. Ils ont de 17 à 22 ans et sont au départ et encore plus à la sortie du stage résolus à faire évoluer leur village par l'exemple plus que par les discours.

28. Il s'agit d'un jeune fils de paysan sorti d'un milieu très pauvre d'une commune de Loire-Atlantique en France. Ne pouvant rester sur une exploitation trop petite, il envisageait de reprendre des études abandonnées au niveau du C.E.P. pour se présenter au B.E.P.C. (Communication personnelle du Directeur du Centre).

Il existe en effet, à Madagascar de nombreuses zones vides où des sols fertiles mais en friches n'attendent que des bras pour les mettre en valeur. Un courant d'émigration est toujours difficile à amorcer. Des cadres bien formés peuvent être des pionniers qui entraîneront les paysans sans terre vers les terres sans paysans²⁹.

●
*
**

L'explosion démographique de la grande Ile ne permet plus à qui se soucie de l'avenir, de vivre dans une aimable insouciance. Il est urgent de trouver une solution au problème de la jeunesse rurale. Peut-on le faire sans un contexte rénové ? N'y aurait-il pas à repenser tout le système de l'école primaire, à partir de la réforme en cours dans les classes du premier cycle ? Ne faudrait-il pas entreprendre certaines réformes dans le domaine des structures agraires et hâter la lutte contre l'usure et le métayage ? Peut-on réussir à faire renaître l'espoir là où le paysan qui nourrit les autres n'a pas un niveau de vie au moins égal à celui du maître d'école ou du secrétaire de Mairie ? Certes, une génération de jeunes paysans animée par des militants dynamiques peut bouleverser totalement les données du problème et dégager rapidement le surplus économique nécessaire aux investissements. Le pourront-ils sans une prise de conscience générale débouchant sur une mystique du développement partagée avec toutes les autres catégories sociales ?

Certains experts et spécialement le professeur DUMONT prévoient la famine dans les pays du Tiers-Monde vers les années 1980. Saura-t-on l'éviter à Madagascar ? Les enfants qui ont aujourd'hui entre neuf et quatorze ans, auront alors entre 25 et 30 ans et seront les producteurs des années critiques. De la façon dont ils seront éduqués et formés sur le plan professionnel dépend l'avenir de tout le pays.

Tananarive, mai 1966

29. En février 1966, nous avons envoyé un groupe de jeunes apprentis en stage dans un centre de formation professionnelle visiter un périmètre d'aménagement situé dans la région d'Anosy (Moyen-Ouest de Madagascar). Ils étaient originaires d'Ambatolampy (50 kms au Sud de Tananarive) et étaient accompagnés de leurs parents. Habitant une région surpeuplée et pénétrant dans une zone de mise en valeur, nous espérions que certains se montreraient intéressés. Ils sont revenus enchantés et ont simplement demandé qu'on leur apprenne à produire chez eux du maïs et du manioc aussi productif que celui qu'ils avaient admiré à Anosy.

Partir si loin du tombeau familial leur paraît actuellement impensable. Si le moyen-Ouest était plus près de chez eux, ils y verraient volontiers un prolongement de leur terroir villageois où ils produiraient ce qu'ils ne peuvent pas produire chez eux.